

Nous boycotterons, la tête haute !

M Ouyahia devrait se calmer. Ses dernières interventions laissent percer une nervosité qui n'a pas sa raison d'être. Tout récemment, il traitait ceux qui appellent au boycott de la présidentielle de «nageurs en eau trouble» et presque d'antinationaux, quand il leur reproche de «porter atteinte à l'image du pays». Normalement, M. Ouyahia ne devrait pas accorder autant d'importance à ce qu'il considère comme une tendance minoritaire qui ne dispose d'aucun moyen pour peser sur les élections. Mais peut-être aussi que ses sorties de plus en plus agressives sont le signe d'un doute qui le ronge ainsi que ses copains de l'Alliance : et si le peuple rééditait le coup des dernières législatives où les taux — pourtant gonflés dans les laboratoires habituels — peinaient à atteindre les 35% ?

Quant aux beaux résultats exhibés par M. Aboudjerra Soltani, nous ne les voyons guère ! Sommes-nous aveugles à ce point ? Il les résume ainsi : la réconciliation nationale ; le développement socioéconomique ; la réduction de la dette extérieure ; la préservation des intérêts des générations futures.

La réconciliation nationale s'attribue des résultats qui ne sont pas les siens. Le risque de voir les talibans algériens prendre le pouvoir a pris fin en 1998, lorsque l'Armée nationale populaire et les forces de sécurité ont mis en échec le plan concocté par les islamistes armés. La République renaissait de ses cendres et M. Zeroual pensait le moment venu de quitter le pouvoir, au nom d'un impératif d'alternance qu'il regrette aujourd'hui puisque, de son avis même, il n'a pas donné les résultats escomptés. Au contraire, M. Zeroual aura tout le reste de sa vie pour réaliser que son geste a permis au pouvoir personnel de M. Bouteflika de s'installer durablement, ne reculant devant rien, même pas devant la Constitution de 1996 qui instaurait la limitation des mandats présidentiels à deux !

Voilà, MM. Belkhadem, Ouyahia et Soltani, où nous en sommes aujourd'hui ! Vos formations poli-

tiques ont appuyé la Constitution de 1996 en la qualifiant d'acquis démocratique. Bizarrement, ce sont le FLN, le RND et le MSP — vos partis —, qui ont sabordé cette même Constitution : que direz-vous à l'Histoire pour justifier ce revirement ? Oui, nous les voyons vos réalisations sur le plan politique : recul des libertés, place peu glorieuse de notre pays dans tous les classements relatifs aux droits de l'homme, liberté de la presse en péril, atteinte à la liberté du culte, etc. Le champ politique est hermétiquement fermé, les réunions de l'opposition sont sous contrôle, ses meetings interdits, ses leaders boycottés par les médias lourds...

Parlons maintenant du développement. Si, par ce terme, vous désignez les innombrables chantiers érigés partout dans notre pays, y compris dans les coins les plus reculés, alors oui ! L'Algérie se développe ! Mais si nous essayons d'aller plus loin et de chercher les dividendes économiques et sociaux de ce «développement», c'est-à-dire son impact réel sur les populations et l'intérêt qu'il offre sur le plan stratégique, nous sommes au regret de souligner qu'il s'agit souvent de simple saupoudrage (le trottoir construit même dans les douars éloignés en est l'exemple le plus frappant). Certes, les différents plans de réalisation de logements et d'érection d'infrastructures de base créent immédiatement des centaines de milliers de bâtiments, des routes et des barrages de qualité ; certes, la production électrique augmente et une meilleure sécurité énergétique s'offre au pays, mais, en termes de création d'emplois durables qu'apportent ces projets ? Quand nous aurons terminé toutes les autoroutes possibles et imaginables et achevé tous les plans d'habitat, que ferons-nous des centaines de milliers d'ouvriers et de techniciens aujourd'hui mobilisés ? De quoi vivront-ils ? La mise en place et l'amélioration des infrastructures de base ne peuvent pas être considérées comme des tâches de développement économique ; elles ne sont pas une fin en soi. Elles doivent servir à faciliter et

améliorer l'activité économique. Or, cette dernière se réduit comme une peau de chagrin devant l'avancée sans précédent de l'économie de bazar.

Alors que les puissances capitalistes découvrent les vertus du financement public pour aider leurs grandes industries à faire face à la crise, nos responsables ont bradé la majorité des entreprises publiques, y compris celles qui présentaient un caractère stratégique. Les pays capitalistes parlent aujourd'hui le même langage : «Sauvons la voiture française ou américaine, sauvons les emplois» ; nos gouvernements successifs crient à l'unisson : «Sauvons les importateurs ! Sauvons l'industrie chinoise ! Sauvons l'industrie turque ! Sauvons l'industrie tunisienne !»

Nos industries textile, alimentaire, chimique, mécanique ; toutes ces entreprises qui nous permettaient, tant bien que mal, de répondre à certains de nos besoins, ont été asphyxiées par l'importation massive de produits souvent de mauvaise qualité. Après le public, c'est le secteur privé qui est aujourd'hui au centre de la tourmente. Les biscuits, les jus, les produits surgelés, les mille et une douceurs aux qualités douteuses qui nous arrivent de Chine, Turquie et Tunisie ont tué le produit algérien ! Les appareils sans garantie qui inondent nos marchés, asphyxiant parfois des familles entières (chauffe-bains), ont réduit à néant l'effort de certains investisseurs qui ont cru en l'indépendance nationale ! Des producteurs de conserves ont mis leur argent dans la construction de grandes unités de transformation exploitant la tomate industrielle locale. Aujourd'hui, ils regrettent de ne pas avoir tout misé sur l'import-import puisqu'ils sont obligés de fermer leurs unités, alors que les agriculteurs sont ruinés ! Idem pour des propriétaires de laiteries qui misaient sur la transformation du lait de vache, en abondance dans certaines régions : ils baissent les bras devant les maffias du lait en poudre ! Idem pour ceux qui ont voulu ériger une grande industrie nationale papetière et qui ont

été réduits à néant par les importateurs d'emballages et de serviettes en papier ! Quant à l'industrie nationale du médicament (coup de chapeau à Saidal), elle tente tant bien que mal de résister aux lobbies de l'import contrôlés par de gros requins.

Notre industrie a été laminée durant les dix dernières années ! Cela ressemble à un tsunami qui a tout balayé sur son passage et l'on constate que toute tentative de la remettre en place dans le cadre d'une vision stratégique est vouée à l'échec. Non, MM. Belkhadem, Ouyahia et Soltani, vous ne pouvez pas être plus royalistes que le roi : M. Bouteflika a lui-même parlé d'échec dans son fameux discours devant les maires ! Il a fait le constat d'une grande supercherie en disant que notre pays n'avait pas besoin d'investisseurs qui «mélangeaient de l'eau avec du sucre». C'est à l'Etat qu'incombe la responsabilité de mettre en place une stratégie industrielle nationale qui aurait garanti à notre pays cette indépendance économique sans laquelle l'indépendance politique n'aurait aucun sens. C'est à l'Etat qu'il revenait de protéger les industries nationales en contrôlant l'importation et en interdisant l'entrée d'un certain nombre de produits.

Le même constat peut être fait concernant l'agriculture, puisque nos importations en produits alimentaires — notamment de base comme le blé et la viande — atteignent des chiffres record ! L'autosuffisance alimentaire s'éloigne de plus en plus et devient carrément une utopie.

Dans le commerce, c'est la pagaille totale. L'activité commerciale légale recule au profit de pratiques illicites qui gangrènent le secteur. Dans le tourisme, c'est le flop monumental et on peut considérer l'Algérie comme le dernier élève de la classe méditerranéenne. La manipulation des chiffres (confusion entre le nombre d'Algériens vivant à l'étranger et venus passer leurs vacances dans leurs familles et celui des vrais touristes) ne cache pas l'amère réalité d'un secteur qui n'arrive pas à avancer pour quatre raisons



Par Maâmar FARAH
farahmaamar@yahoo.fr

principales : la faiblesse des infrastructures, la mauvaise qualité des services, la peur du terrorisme et l'insécurité dans nos rues.

Pour les TIC, c'est le toc, mais dans l'eau, ça baigne plus ou moins puisque nos robinets ne sont plus à sec comme avant et, pour les routes, c'est le miracle ou, plutôt, l'arbre qui cache la forêt ! Pour les hôpitaux, ça marche tellement bien que nos chefs s'empressent de prendre l'avion pour aller soigner le plus petit des bobos à l'étranger !

Il est, par contre, un secteur qui fonctionne bien et qui fait l'unanimité, c'est celui de la solidarité nationale : M. Ould Abbès ne sait plus où donner de la tête pour soulager un tant soit peu la grande détresse des Algériens ! Enfin, et pour répondre à M. Soltani, la préservation des intérêts des générations futures est si bien vue par les principaux intéressés qu'ils ne pensent qu'à se jeter à la mer et préfèrent mourir «bouffés par le poisson» plutôt que de continuer à vivre ici. Voilà toutes les raisons qui nous poussent à préférer le boycott. Parce que nous n'avons aucun intérêt matériel ou de clan à défendre, aucun poste politique à consolider, nous agissons selon notre conscience et le boycott reste malheureusement le seul geste qui convient le mieux à l'idée que nous nous faisons de notre dignité. Tiens, la fierté et la dignité, ça ne vous rappelle rien ? «El Izza ouel Karama»...

M. F.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

EN LA MATIÈRE, VOUS ÊTES DES MAÎTRES !

C'est aujourd'hui qu'Abdelaziz Bouteflika va désigner son successeur.

Bouteflika Abdelaziz

Ahmed Ouyahia, Premier ministre et membre de l'Alliance qui soutient le candidat qui se déclare aujourd'hui, malgré les dérapages extralucides d'une sénatrice française groggy par 3 heures d'entretien, Ouyahia, donc, a déclaré : «Ceux qui appellent au boycott de la présidentielle veulent ternir l'image de l'Algérie aux yeux de l'opinion internationale.» Sachant que H'mimed n'est pas homme à employer des mots à la légère, j'ai aussitôt ouvert mon dictionnaire à la lettre «T». Et en face du verbe «ternir», il y a cette définition : «Oter la fraîcheur, l'éclat, la couleur. Rendre moins pur, moins honorable, salir. Ternir sa réputation.» Et là, depuis que j'ai lu cette définition pondue par toute une équipe de linguistes payés très cher par Monsieur Larousse, j'avoue que je suis perplexe. Je m'attendais à ce que l'on me parlât de fraîcheur d'un peu partout, sauf de l'intérieur cadennassé du régime, espace qui ne brille pas particulièrement par la fraîcheur de son personnel. Rendre moins pur, moins honorable et salir, je trouve que le même régime est un p'tit chouïa culotté d'en accuser les autres. En clair, ya Si Ahmed, l'image de l'Algérie n'a pas attendu les récents appels au boycott pour

s'en trouver fortement ternie. Et je reste poli. En matière de ternissement d'image de l'Algérie, les appelants au boycott sont des élèves de maternelle devant des «Maîtres», ceux qui s'emploient professionnellement, à temps plein et avec une abnégation assasine à ternir cette image depuis des lustres. L'opinion internationale ne me semble pas avoir attendu les appels au boycott pour se faire une idée très précise du degré de fraîcheur, d'éclat et de couleur de notre image. Ce n'est tout de même pas moi ni toutes celles et tous ceux fort nombreux qui appellent au boycott du 9 qui gérons les dossiers du diplomate algérien retenu en otage en France (je n'ose transcrire son nom de peur de commettre une erreur d'orthographe qui pourrait s'avérer fatale) ni cet autre dossier du chanteur Mami, en fuite judiciaire. Nous ne gérons pas non plus les bastonnades d'enseignants manifestant pacifiquement pour leur dignité dans les rues de nos villes et qui se terminent généralement dans un halo de gaz lacrymogènes, de rafles policières et de soins aux urgences hospitalières. Tout cela pour dire, Monsieur le Premier ministre et superviseur patenté de toute une série de scrutins «sales», dénués de fraîcheur et pas très pur démocratiquement parlant, qu'il me semble préférable de ne pas trop s'engager sur le terrain, par vous miné, de l'image ternie de l'Algérie. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

